

Lérida - 18 juin 2012

<http://www.lavanguardia.com/vida/20120618/54313198041/oso-pyros-padre-osos-pirineos.html>

L'ours Pyros est le père de la majorité des ours des Pyrénées

Article de Javier Ricou

Aujourd'hui la généralité de Catalogne est davantage préoccupée par les aides au territoire que par de nouvelles réintroductions.

L'Europe a rejeté la demande de réintroduire de nouveaux spécimens, et la population n'augmentera que par des naissances.



Ce printemps on compte une moyenne une observation d'ours par semaine dans les montagnes du Val d'Aran -
Photo Conseil Général d'Aran

Ces jours-ci, les techniciens chargés du suivi de l'ours dans les Pyrénées sont très occupés par ce que transmettent les caméras placés dans les points stratégiques des habitats favorisés de ces animaux. Les images les plus attendues sont celles qui confirmeront ou non l'accroissement de la famille. C'est en effet maintenant que commencent à se déplacer les ourses qui ont mis bas durant l'hiver. Les experts pensent qu'il serait logique que deux ou trois petits soient nés. Les pronostics portent aussi sur le nombre de femelles. Cette année les candidates les mieux placées compte tenu de leur cycle de reproduction sont Caramelles et Pollen, cette dernière devenue célèbre suite à son attaque sur un chasseur de Les.

S'il y a des petits, il viendront s'ajouter à la vingtaine d'ours qui vivent actuellement dans les Pyrénées. C'est le nombre que la Généralité avance comme certain en se basant sur les observations et les prélèvements génétiques, mais on présume qu'il peut y avoir d'autres spécimens non contrôlés.

En ce moment, les naissances espérées sont le seul moyen qui puisse permettre une augmentation du nombre d'ours dans les Pyrénées. Le Gouvernement espagnol avait présenté à l'Union européenne un programme de réintroduction d'au moins trois nouveaux spécimens afin de recueillir par ce moyen davantage de financement pour les territoires où vivent les ours ; mais dans les Communautés concernées on considère comme acquis que ce programme va être rejeté : en effet silence total des autorités européennes le concernant alors que, pour les programmes Life approuvés, la décision a déjà été communiquée aux intéressés.

La Généralité ne va cependant pas abandonner sa tentative d'obtenir de l'argent de l'Europe. Elle travaille déjà en ce sens en rédigeant un nouveau programme Life Europe. Pour l'instant, affirme Jordi Ruiz, chef du Service de Biodiversité et Protection animale du Conseil à l'Agriculture, « le plus important, en dehors du fait de savoir si l'on réintroduit ou non de nouveaux ours, est de maintenir les aides compensatoires pour le territoire où vivent les animaux, et de pouvoir assurer un suivi adéquat ». A l'heure actuelle le Gouvernement est plus préoccupé par le maintien de la paix sociale - « obtenue suite au travail de ces dernières années », ajoute Ruiz - que par l'augmentation de la population « qui aujourd'hui paraît assurée ». Mais cette « paix sociale » varie en fait selon les comarques.

La survie de la colonie d'ours n'est pas en danger à court terme assure Jordi Ruiz. Les spécimens amenés de Slovénie (en 1995 pour les premiers) se sont très bien adaptés au territoire et la majorité des femelles se sont reproduites. Mais cette situation actuelle de relative tranquillité pourrait changer dans les prochaines années si du sang neuf n'est pas apporté, comme le disent les techniciens chargés du suivi. Le principal problème est d'ordre génétique. On a calculé que la moitié des ours nés ces dernières années sont tous des enfants de Pyros. Ce mâle dominant, âgé de 25 ans, a sailli ses filles et ses petites filles. C'est donc le même sang qui court dans les veines des spécimens dispersés dans la montagne. Et selon les experts ce n'est pas bon du tout sur le plan génétique pour assurer la survie et le développement de l'espèce dans les conditions optimum. Pyros n'a plus que trois ou quatre ans à être encore en état de se reproduire, et à la fin de ce cycle les experts craignent une chute des naissances.

Devant cette situation, Jordi Ruiz reconnaît qu'à l'avenir il sera non seulement nécessaire mais indispensable de réintroduire un autre mâle sur le versant catalan ; « mais il y a le temps avant de prendre la décision », insiste-t-il.

Côté Ouest, en Aragon et Navarre, la situation est inverse : ce sont les femelles qui manquent. Les deux ours établis sur cette partie du territoire (Néré et Canelito) n'ont aucune chance de devenir pères puisqu'il n'y a aucune femelle à des kilomètres à la ronde. La seule répertoriée en Aragon (Sarousse, 14 ans, réintroduite en 2006) vit dans le secteur le plus oriental de cette Communauté. La dernière fois qu'elle a été vue, il y a deux semaines, elle se déplaçait dans les bois de la Ribagorça /partie voisine de la Catalogne/ ; son problème c'est qu'à l'heure actuelle elle n'a aucun mâle à proximité.

Pour assurer la naissance de nouveaux ours en Catalogne et Aragon, le plus logique serait de déplacer un mâle vers la première Communauté et deux femelles vers la seconde. C'est ce qui va être demandé dans le nouveau programme Life auquel travaillent la Généralité et les autres Communautés où les ours sont présents. De ce second projet la Cantabrie a été exclue, révèle Jordi Ruiz ; en effet on pense qu'une des raisons du rejet du précédent projet s'explique par le fait que cette Communauté a déjà obtenu beaucoup d'aides de l'Europe ces dernières années avec la plus grande colonie d'ours qui existe en Espagne /Ce n'est pas la Cantabrie mais les Asturies qui abritent cette colonie, les deux Communautés figuraient dans le programme en question ; les deux font partie par contre des Monts Cantabriques/.

Jordi Ruiz insiste sur le fait que la demande d'une nouvelle réintroduction, avec trois spécimens, est liée à une demande d'aide économique pour le territoire. L'une des possibilités étant d'aller chercher des ours en Cantabrie plutôt qu'en Slovénie.

A cet effet la collaboration de la Fondation Oso Pardo sera nécessaire ; la Fondation aide à la réintroduction dans les Pyrénées et a signé une convention avec Endesa pour la conservation de l'espèce/multinationale du gaz et de l'électricité, principale entreprise espagnole du secteur ; sur son site la Fundación Oso Pardo annonçait la signature de cet accord le 11 juin dernier : <http://www.fundacionosopardo.org/ficha.cfm?idArticulo=705> /. Le programme Life rejeté par l'Europe visait à obtenir quatre millions d'euros payables en quatre ans à répartir entre les territoires où les ours sont présents. « Cet argent est plus que jamais nécessaire pour continuer à travailler à des politiques qui facilitent la cohabitation entre ours et humains » affirme Ruiz. Et il pronostique que le pire serait que « faute d'argent à investir dans ces zones pour appuyer le tourisme, les programmes de suivi ou le paiement des dommages au bétail, soit rompue l'harmonie qui souffle actuellement dans les comarques pyrénéennes et qui a été si difficile à obtenir ».

Jordi Ruiz est convaincu que l'ours peut être un bon stimulant économique pour les zones de montagne si on sait le vendre comme produit d'appel touristique.

Mais tous ne partagent pas cette analyse. Le Syndic d'Aran, Carlos Barrera, ne croit pas que sa vallée ait besoin de l'ours pour augmenter sa fréquentation touristique. S'il applaudit le fait que la généralité tente d'obtenir davantage de fonds de l'Europe, il ne croit pas que davantage de réintroductions soient pour l'instant nécessaires. « Les spécimens lâchés ces dernières années se sont parfaitement adaptés à leur nouvel habitat, comme le montrent les nouvelles naissances chaque printemps ».

Barrera estime qu'il y a suffisamment d'ours et considère que l'objectif du Gouvernement doit se recentrer sur les aides aux territoires qui paient la facture de cette réintroduction. Le Val d'Aran reçoit 80.000 euros par an qui sont investis dans les dépenses que l'ours a provoquées en obligeant les habitants à modifier leur façon d'agir. Afin d'éviter les attaques, il a été choisi de concentrer sur les montagnes d'une même zone tout le bétail qui estive. Des cabanes ont été réparées et un dispositif mis sur pied pour contrôler les déplacements de ces animaux.

Carlos Barrera ajoute que c'est le paysage qui paie la facture de cette concentration du bétail « parce que, à présent, les montagnes où circulent les ours ne sont plus pâturées ». Barrera met aussi en relation la réintroduction de cet animal « avec l'abandon de nombreux éleveurs qui avaient des petits troupeaux et ont cessé cette activité ».

Dans le Pallars Sobirà on voit les choses autrement. Dans cette comarque, où vit la majorité des ours des Pyrénées catalanes, les autorités locales sont en train de travailler avec le Gouvernement pour convertir cet animal en attrait touristique /Inexact, les ours se partagent entre les deux comarques, circulent entre elles et sur le versant français, beaucoup plus occupé pastoralement et où se concentre la grande majorité des dégâts/.

Traduction : B. Besche-Commence, ASPAP/ADDIP

Cet article ne fait que confirmer ce que nous avons écrit à plusieurs reprises : l'ours n'est pas du tout envisagé pour des raisons écologiques ni de biodiversité ; il est une machine à faire de l'argent pour des Communautés espagnoles confrontées aujourd'hui aux énormes problèmes financiers que l'on connaît. La manne européenne a entraîné autour de l'ours et du loup une inflation de projets baptisés « environnementaux », une inflation de recrutement de personnel administratif, une inflation de problèmes sur le terrain : la contradiction surgit aussitôt que le robinet à euros se tarit.

Quant au programme Life, il serait étonnant que l'Europe accepte quoi que ce soit sans l'accord de la France directement concernée pour son versant ; et l'Europe a pris position dans le cadre de ces programmes en se refusant à tout nouveau lâcher après ceux de 1995 « suite à l'opposition des populations locales ». Les réintroductions de 2006 reposaient uniquement sur un accord franco-espagnol.

Pour la convention entre Endesa et la Fundación Oso Pardo, après l'ours machine à sous ce n'est qu'une nouvelle manifestation de l'ours alibi : de même que la plupart des grandes banques d'investissement espagnoles, dont on voit aujourd'hui à quoi les pratiques ont conduit l'Espagne, ont une fondation qui exhibe loups et ours comme étendard de leur « intérêt » pour l'environnement, des grandes entreprises aux pratiques générales fort peu écologiques ni sociales exhibent le même étendard, une façon pour toutes de se refaire une virginité ... Pas très sûr que cela suffise dans le contexte actuel. « Intérêt » entre guillemets : il s'agit bien d'intérêt financier, on voit la direction réelle dans l'affirmation de l'ours comme produit d'appel touristique.

En 2006 déjà la Caixa de Catalunya finançait une étude sur l'exploitation touristique de l'ours qui se concluait ainsi : « *L'ensemble des Pyrénées ne peut pas exploiter ce même schéma touristique, mais c'est une opportunité très intéressante pour des enclaves déterminées* ». En clair : pour quelques unes l'exploitation intéressante, pour les autres les embêtements ! On comprend la nécessité de courir après la machine à sous européenne pour au moins un peu essayer de calmer ces autres, c'est d'ailleurs ce que dit sans guère de nuance diplomatique le responsable administratif catalan cité dans l'article.

(Pour cette étude de la Caixa et l'ours alibi et machine à sous, voir pages 15 e.s. le bilan à mi parcours de l'ADDIP : <http://www.pyrenees-pireneus.com/ADDIP/ADDIP-Bilan2008.pdf>)